

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

Pacific Region

800 Burrard Street, 2nd Floor

800, rue Burrard, 2e étage

Vancouver, B. C.

V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-7526

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

800 Burrard Street, 12th Floor

800, rue Burrard, 12e étage

Vancouver, BC V6Z 0B9

Title - Sujet Aluminum Fabrication SO	
Solicitation No. - N° de l'invitation F1700-130429/B	Date 2013-10-24
Client Reference No. - N° de référence du client F1700-130429	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$XSB-005-7115
File No. - N° de dossier XSB-3-36144 (005)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-12-04	Time Zone Fuseau horaire Pacific Daylight Saving Time PDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Armstrong, Wendy	Buyer Id - Id de l'acheteur xsb005
Telephone No. - N° de téléphone (604)775-7691 ()	FAX No. - N° de FAX (604)775-7526
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS INCH CREEK HATCHERY SEE HEREIN British Columbia Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Deux (2) documents d'invitation à soumissionner distincts pour ce besoin se trouvent sur Achatsetventes : l'invitation F1700-130429/A qui vise l'industrie en général et l'invitation F1700-130429/B en vertu du programme de marchés de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Les offrants qui sont admissibles au programme de marchés pour les Autochtones peuvent aussi choisir de présenter une offre pour le besoin général. Le cas échéant, ils devront soumettre deux (2) offres distinctes.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes subséquentes
10. Limitation financière
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat

Solicitation No. - N° de l'invitation

F1700-130429/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xsb005

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1700-130429

File No. - N° du dossier

XSB-3-36144

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

- 4. Paiement
- 5. Instructions pour la facturation

Liste des annexes :

Annexe A - Besoin
Annexe B - Base de paiement
Annexe C - Dessins

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;
Partie 3	Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations: comprend les attestations à fournir;
Partie 6	6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent: 6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; 6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement et toute autre annexe.

1.2. Sommaire

Le ministère des Pêches et des Océans a un besoin visant la fabrication de longerons du châssis en aluminium, conformément à l'Annexe A et aux dessins de l'Annexe C (voir ci-dessous) :

- fournir et fabriquer huit (8) bâtiments modulaires de deux unités (12 pieds sur 24 pieds);
- fournir et fabriquer huit (8) bâtiments modulaires de quatre unités (24 pieds sur 24 pieds);
- fournir et fabriquer douze (12) bâtiments modulaires de six unités (24 pieds sur 36 pieds).

Durée de l'offre à commandes : un an avec deux options d'un an.

Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu de l'initiative du gouvernement fédéral sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones.

Deux (2) documents d'invitation à soumissionner distincts pour ce besoin se trouvent sur Achatsetventes : l'invitation F1700-130429/A qui vise l'industrie en général et l'invitation F1700-130429/B en vertu du programme de marchés de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Les offrants qui sont admissibles au programme de marchés pour les Autochtones peuvent aussi choisir de présenter une offre pour le besoin général. Le cas échéant, ils devront soumettre deux (2) offres distinctes.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises, les sociétés de personnes, les particuliers et les consortiums (composés d'entreprises, de sociétés de personnes ou de

Solicitation No. - N° de l'invitation

F1700-130429/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xsb005

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1700-130429

File No. - N° du dossier

XSB-3-36144

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

particuliers), qui ont des compétences dans la fabrication de logerons en aluminium, à soumettre des offres en prévision de la présentation d'un maximum d'une (1) offre à commandes individuelles et régionales pour chacune des invitations à soumissionner. Ces services devront être fournis à la demande au ministère des Pêches et des Océans.

1.3. Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2.2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins quinze (_15_) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre financière (___1___ copies papier)

Section II: attestations (___1___ copies papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité l'annexe B, Base de paiement. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section II: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1. Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

des - L'entrepreneur doit soumettre une preuve que le fabricant est certifié pour exécuter travaux de soudage conformément à la norme W59.2M-M1991(C2008) et à la division 2 de la norme W47.2 de la CSA

4.1.3 Évaluation financière

Lorsqu'il remplit le tableau financier de l'Annexe B, l'offrant doit fournir **tous** les prix unitaires liés aux bâtiments modulaires de deux, de quatre ou de six unités. Les quantités indiquées dans le tableau sont incluses à des fins d'évaluation seulement. À défaut de fournir tous les prix unitaires demandés, la soumission sera jugée incomplète et rejetée. Les prix proposés seront valides pour toute la durée de l'offre à commandes, incluant les années optionnelles. Il faut tenir compte des points suivants relativement aux coûts unitaires :

- tous les longerons du châssis en aluminium, les matériaux, les socles, les cales, les plaques, les escaliers extérieurs, les socles de réservoir en aluminium, et les poteaux d'ajustement à usage industriel;
- la soumission de dessins d'atelier portant le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu dans la province de la Colombie-Britannique. Les dessins d'atelier doivent être soumis au moment de la demande d'offre à commandes;
- le coût de livraison des unités à l'écloserie du ruisseau Inch située au 38620, route Bell à Dewdney (Colombie-Britannique), VOM 1H0 (environ 11 km à l'est de Mission, en Colombie-Britannique).

Les propositions de prix sont cotées comme suit :

1. Les prix unitaires seront multipliés par les quantités appropriées, indiquées dans le tableau de l'Annexe B, afin d'obtenir le coût de chaque unité modulaire. Le coût de chaque type d'unité modulaire sera ensuite additionné pour obtenir le prix le plus bas.

4.2. Base de sélection

- 4.2.1 La soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut, s'il est établi qu'une attestation est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre à cette demande, l'offre sera également déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou sera considéré comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - offre des instructions uniformisées 2006. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

5.2 Marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Ce marché est réservé aux entreprises autochtones en vertu de l'initiative du gouvernement fédéral sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, décrite à l'Annexe 9.4, Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones, du *Guide des approvisionnements*.
2. Le soumissionnaire :
 - i. atteste qu'il respecte et continuera de respecter durant toute la durée de tout contrat subséquent les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée;
 - ii. convient que tout sous-traitant engagé par lui aux fins de tout contrat subséquent doit respecter les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée; et

- iii. convient de fournir immédiatement au Canada, sur demande, toute preuve attestant de la conformité de quelque sous-traitant que ce soit avec les exigences décrites à l'annexe ci-haut mentionnée.

3. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

- ☐ Le soumissionnaire est une entreprise autochtone à propriétaire unique, une bande, une société à responsabilité limitée, une coopérative, une société de personnes ou un organisme sans but lucratif.
- OU
- ☐ Le soumissionnaire est une coentreprise comprenant deux ou plus de deux entreprises autochtones ou une coentreprise entre une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone.

4. Le soumissionnaire doit cocher la case applicable suivante :

- ☐ L'entreprise autochtone compte moins de six employés à temps plein.
- OU
- ☐ L'entreprise autochtone compte six employés ou plus à temps plein.

5. À la demande du Canada, le soumissionnaire doit **0**présenter tout renseignement et toute preuve justifiant la présente attestation. Le soumissionnaire doit veiller à ce que cette preuve soit disponible pour examen par un représentant du Canada durant les heures normales de travail, lequel représentant du Canada pourra tirer des copies ou des extraits de cette preuve. L'entrepreneur fournira toutes les installations nécessaires à ces vérifications.

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Attestation d'un propriétaire/employé - marchés réservés aux entreprises autochtones

À la demande de l'autorité contractante, le soumissionnaire doit fournir l'attestation suivante pour chaque propriétaire et employé(e) autochtone:

Je suis _____ (insérer «propriétaire» et(ou) «employé(e) à temps plein») de _____ (insérer le nom de l'entreprise) et autochtone, au sens de la définition de l'**Annexe 9.4** du Guide des approvisionnements intitulée «Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones».

Je certifie que l'énoncé précité *est* vrai et je consens à sa vérification sur demande du Canada.

Nom du propriétaire ou de l'employé(e)

Solicitation No. - N° de l'invitation

F1700-130429/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

xsb005

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F1700-130429

File No. - N° du dossier

XSB-3-36144

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Signature du propriétaire ou de l'employé(e)

Date »

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**6A. OFFRE À COMMANDES****6A1. Offre**

6A1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

6A2. Exigences relatives à la sécurité

Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6A3. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6A3.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

6A3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur la fabrication de châssis en aluminium. Chaque trimestre, les données compilées doivent être soumises à TPSGC, à l'attention de Wendy Armstrong (adresse dans la présente). Les rapports doivent indiquer le nombre de commandes subséquentes et le nombre de longerons commandés. De plus, un rapport doit être soumis même si aucune commande mensuelle n'a été passée (rapport « NÉANT »).

6A4. Durée de l'offre à commandes**6A4.1 Période de l'offre à commandes**

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de la date d'attribution au 30 novembre 2014.

6A4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire deux, à partir du un jusqu'au , aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes _30_ jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes

6A5. Responsables**6A5.1 Responsable de l'offre à commandes**

Le responsable de l'offre à commandes est :

Wendy Armstrong

Spécialiste de l'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Approvisionnements - Région du Pacifique800, rue Burrard, 2^e étage

Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9

Téléphone : 604-775-7691

Télécopieur : 604-775-7526

Courriel : wendy.armstrong@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

6A5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

6A5.3 Représentant de l'offrant

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : - - _____

Télécopieur : - - _____

Courriel : _____

6A6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné qui est autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : le représentant de Pêches et Océans Canada.

6A7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, etc. ou une version électronique.

6A8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400,000\$ (taxes applicables incluses).

6A9. Limitation financière

Le coût total pour le Canada résultant des commandes subséquentes à la présente offre à commandes ne doit pas dépasser la somme de _____ \$ (à inscrire au moment de l'attribution) (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée en sus) à moins d'autorisation écrite de l'autorité contractante. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ni fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada, à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser l'autorité de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou deux (2) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première

éventualité. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que la limite en question sera dépassée, il doit en aviser aussitôt l'autorité de l'offre à commandes.

6A10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2010A (2013-04-25) Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- e) l'Annexe « A », Besoin ;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement ;
- g) l'Annexe « C », Dessins
- g) l'offre de l'offrant en date du _____

6A11. Attestations

6A11.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

6A12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

6B1. ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

6B2. Clauses et conditions uniformisées**6B2.1 Conditions générales**

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6B3. Durée du contrat**6B3.1 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

6B4. Paiement**6B4.1 Base de paiement**

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008/05/12), Paiement unique

6B5. Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____

6B6. Instructions pour la facturation

Les factures sont présentées en conformité avec l'article 10, Présentation des factures, des Conditions générales 2010C – biens (complexité moyenne).

**ANNEXE «A»
EXIGENCE****1^{ère} partie – Généralités****1.1 DESCRIPTION GÉNÉRALE**

- .1 Fournir et fabriquer des éléments de structure en aluminium tel qu'il est indiqué à l'annexe «C» comme suit:
 - Fournir et fabriquer huit (8) constructions modulaires comportant deux unités (12 pieds x 24 pieds)
 - Fournir et fabriquer huit (8) constructions modulaires comportant quatre unités (24 pieds x 24 pieds)
 - Fournir et fabriquer douze (12) constructions modulaires comportant six unités (24 pieds x 36 pieds)

1.2 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Établir un calendrier des travaux dans les cinq (5) jours suivant la réception de la « commande subséquente à l'offre à commandes » et exécuter le travail selon les indications données dans la demande de « commandes subséquentes à l'offre à commandes. »
- .2 Chaque fois qu'il y aurait ou qu'il pourrait y avoir un changement dans la planification, veuillez en informer l'ingénieur.

1.3 RETARDS

- .1 Les retards, autres que ceux causés par les modifications demandées par l'ingénieur, qui surviennent n'auront pas d'incidence sur les prix de soumission unitaires. Les réclamations pour de tels retards ne seront pas reçues par le Ministère.

1.4 CODES ET NORMES

- .1 Tous les travaux doivent respecter ou dépasser les exigences de la plus récente édition des normes de l'Office des normes générales du Canada (ONGC), des règlements de Travail Canada, de l'Association canadienne de normalisation (ACN), de l'American Society for Testing and Materials (ASTM) et d'autres normes visées dans les documents d'appel d'offres.
- .2 Nul ne peut se soustraire aux exigences définies dans les normes citées dans le cahier des charges sous prétexte que les règlements provinciaux et locaux sont moins stricts. En cas de conflit au cours des travaux, les normes les plus strictes s'appliquent.

1.5 DESSINS SUPPLÉMENTAIRES

- .1 L'ingénieur peut fournir des dessins supplémentaires aux fins de précision. Ces dessins supplémentaires ont la même signification et le même objet, comme s'ils étaient inclus dans les plans mentionnés dans les documents d'appel d'offres.

1.6 INSPECTION ET TESTS SUR LES PRODUITS

- .1 L'inspection et les tests seront organisés par le MPO, sauf indication contraire. Les frais de ces services seront pris en charge par le MPO, sauf indication contraire.
- .2 Si des défauts sont relevés au cours des tests et/ou des inspections, l'ingénieur exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels afin de définir avec précision

la nature et l'importance de ces défauts. L'entrepreneur devra assumer les frais de toute nouvelle inspection ou de tout nouvel essai.

- .3 Une inspection satisfaisante à n'importe quelle étape n'empêchera pas un rejet ultérieur s'il est par la suite déterminé que les matériaux et la qualité de l'exécution ne sont pas uniformes ou qu'ils ne sont pas conformes aux exigences précisées.
- .4 Soumettre les certificats de tests en usine conformément à la norme, présentant une bonne corrélation avec les éléments qui sont fabriqués.

1.7 PROTECTION ENVIRONNEMENTALE

- .1 Se conformer aux lois fédérales, provinciales et municipales, ordonnances et règlements relatifs à la protection de l'environnement, la lutte antipollution et la réduction de la pollution des sols, de l'eau et de l'air.
- .2 Il est interdit d'éliminer des déchets ou des substances volatiles, comme le pétrole, les diluants pour peintures ou les essences minérales dans les voies navigables, les collecteurs pluviaux ou les égouts sanitaires.
- .3 Il est interdit de brûler des ordures sur le chantier.

1.8 ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 L'entrepreneur est responsable de la protection de tous les travaux d'aluminium pendant la fabrication, l'entreposage et l'expédition. Toutes les petites courbures et tous les dommages doivent être signalés à l'ingénieur pour obtenir des instructions. L'aluminium qui est courbé, cassé ou endommagé doit être réparé ou remplacé par l'entrepreneur à la satisfaction de l'ingénieur, sans aucuns frais pour le propriétaire.
- .2 L'entrepreneur est responsable de la livraison des éléments en aluminium et des escaliers extérieurs dans les délais. Les éléments fabriqués seront livrés à l'écloserie du ruisseau Inch située au 38620 Bell Road, Dewdney, C.-B., VOM 1H0 (environ 11 km à l'est de Mission, Colombie-Britannique)

1.9 MESURES DE SÉCURITÉ

- .1 Sécurité sur le chantier
 - .1 Respecter et appliquer les mesures de sécurité sur le chantier exigées par le *Code national du bâtiment du Canada* (CNB), le gouvernement provincial, la Workers' Compensation Board de la Colombie-Britannique, Travail Canada, et les règlements et textes municipaux.
 - .2 En cas de divergence entre les dispositions des textes mentionnés ci-dessus, les dispositions les plus strictes prévaudront.

2^e partie – Produits

Voir les dessins à l'annexe « C »

3^e partie - Exécution

Voir les dessins à l'annexe « C »

Annexe « B »**BASE DE PAIEMENT**

	Description	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire	Coût
1	Fabriquer et fournir des châssis de bâtiment modulaire à deux unités	chaque	8		
2	Fabriquer et fournir des châssis de bâtiment modulaire à quatre unités	chaque	8		
3	Fabriquer et fournir des châssis de bâtiment modulaire à six unités	chaque	12		
TOTAL					

Note : Le prix unitaire comprendra :

- 1) tous les longerons en aluminium, les matériaux, les socles, les cales, les plaques, les escaliers extérieurs, les socles de réservoir en aluminium, et les poteaux d'ajustement à usage industrie
- 2) la soumission de dessins d'atelier portant le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu dans la province de la Colombie-Britannique. Les dessins d'atelier doivent être soumis au moment de la demande d'offre à commandes;
- 3) le coût de livraison des unités à l'écloserie du ruisseau Inch située au 38620, route Bell à Dewdney (Colombie-Britannique), VOM 1H0 (environ 11 km à l'est de Mission, en Colombie-Britannique).

Annexe « D »

Exigences relatives au Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

1. Qui est admissible?

a) Une entreprise autochtone, qui peut être

- i. une bande selon la définition de la Loi sur les Indiens,
- ii. une entreprise individuelle,
- iii. une société à responsabilité limitée,
- iv. une coopérative,
- v. un partenariat,
- vi. une organisation sans but lucratif,

dont la propriété et le contrôle sont au moins à 51 p. 100 assurés par des Autochtones,

OU

b) Une coentreprise comprenant deux ou plusieurs entreprises autochtones ou une entreprise autochtone et une entreprise non autochtone, pourvu que la ou les entreprises autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de la coentreprise.

Si l'entreprise autochtone a au moins six employés à plein temps à la date de la soumission, au moins 33 p. 100 d'entre eux doivent être des Autochtones, et cette proportion doit être maintenue pendant toute la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit certifier dans sa soumission qu'il agit au nom d'une entreprise autochtone ou d'une coentreprise constituée selon les critères définis ci-dessus.

2. Y a-t-il d'autres exigences auxquelles doivent se soumettre les soumissionnaires au titre du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?

Oui

- a) S'il s'agit d'un contrat (biens, services ou construction) pour lequel une entreprise présente une proposition qui comporte de la sous-traitance, celle-ci doit certifier dans sa soumission qu'au moins 33 p. 100 de la valeur des travaux effectués en vertu du contrat seront réalisés par une ou plusieurs entreprises autochtones. La valeur des travaux effectués correspond à la valeur totale du contrat, moins les matériaux achetés directement par l'entrepreneur pour l'exécution du contrat. Par conséquent, le soumissionnaire doit aviser le sous-traitant ou les sous-traitants, en les y obligeant, au besoin, par écrit, qu'ils doivent respecter les exigences que le Programme de marchés réservés (le Programme) peut imposer au sous-traitant ou aux sous-traitants.
- b) Le contrat du fournisseur avec un sous-traitant doit aussi, s'il y a lieu, comprendre une disposition en vertu de laquelle le sous-traitant accepte de remettre au fournisseur de l'information attestant sa conformité au programme et qui autorise le fournisseur à faire effectuer une vérification par l'État, afin d'examiner les dossiers du sous-traitant dans le but de vérifier l'information fournie. Le fait de ne pas exiger ou de ne pas appliquer ces dispositions équivaut à

une rupture de contrat et expose le soumissionnaire aux conséquences civiles dont il est question dans le présent document.

c) Dans le cadre de sa soumission, l'entreprise doit signer le formulaire d' Attestation concernant les exigences du Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones(l'attestation), déclarant qu'elle :

- i satisfait aux critères d'admissibilité et continuera de le faire pendant toute la durée du contrat;
- ii présente, sur demande, la preuve qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité;
- iii accepte de faire l'objet d'une vérification concernant l'attestation;
- iv reconnaît que s'il est prouvé qu'elle NE satisfait PAS aux critères d'admissibilité, elle sera passible de une ou de plusieurs des conséquences civiles énoncées dans l'attestation et le contrat.

Voir les clauses A3000T, M9030T ou S3035T, selon le cas, du guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat.

3. Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle satisfait aux critères d'admissibilité?

- a) Il n'est pas nécessaire de fournir une preuve d'admissibilité au moment de la présentation de la soumission. Toutefois, l'entreprise doit être prête à fournir cette preuve en cas de vérification.
- b) Les conséquences civiles des fausses déclarations dans les documents de soumission, de la non-conformité avec les exigences du Programme ou de la non-production d'une preuve satisfaisante pour le Canada en ce qui a trait aux exigences du Programme peuvent prendre la forme d'une saisie du dépôt de soumission, du blocage des retenues, de l'interdiction de participer à de nouveaux appels d'offres du Programme et (ou) de la résiliation du contrat. Dans le cas où le contrat serait résilié à cause d'une fausse déclaration ou du non-respect des exigences du Programme, le Canada se réserve le droit de retenir les services d'un autre entrepreneur pour parachever les travaux et tous les frais additionnels assurés par le Canada devront alors, à la demande du Canada, être remboursés par l'entreprise.

4. Qu'elle sorte de preuve peut être exigée de l'entreprise?

- a) Propriété et contrôle
 - i. La preuve de propriété et de contrôle exigée d'une entreprise ou d'une coentreprise autochtone peut comprendre les documents de constitution en société, le registre des actionnaires ou des membres, les contrats de société de personnes, les accords de coentreprise, l'enregistrement du nom commercial, les arrangements bancaires, les documents de régie, les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des comités de gestion, ou d'autres documents juridiques.
 - ii La propriété d'une entreprise autochtone désigne la « propriété bénéficiaire », c'est-à-dire la propriété effective de l'entreprise. Le Canada peut examiner divers facteurs pour vérifier si des Autochtones contrôlent vraiment ou effectivement

l'entreprise autochtone. (Voir à l' Appendice A Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones la liste des facteurs que peut examiner le Canada.)

b) Emploi et employés

- i Si l'entreprise autochtone a six employés ou plus à la date de présentation de l'attestation et qu'elle est tenue par le Canada de prouver qu'au moins 33 p. 100 des employés à plein temps sont autochtones, elle doit, à la demande du Canada, présenter immédiatement un Formulaire d'attestation employeur-employé, dûment rempli, pour chaque employé autochtone à plein temps. Voir les clauses A3001T, M3030T ou S3036T du guide des CCUA, selon le cas.
- ii Les pièces justificatives à présenter pour prouver qu'un employé travaille à plein temps et pour attester du nombre d'employés à plein temps peuvent comprendre : les registres des salaires, ou les fiches de paie individuelles, les offres d'emploi écrites ou les données sur les salaires conservées pour l'Agence du revenu du Canada, de même que toute information se rapportant à la caisse de retraite ou à d'autres régimes de prestations.
- iii Un employé à plein temps, selon la définition de ce programme, est quelqu'un qui figure sur la liste de paie, a droit à tous les avantages dont bénéficient les autres employés à plein temps dans l'entreprise, tels qu'un régime de pension, des vacances payées et des congés de maladie, et qui travaille au moins 30 heures par semaine. C'est le nombre d'employés à plein temps figurant sur la liste de paie de l'entreprise à la date de présentation de la soumission qui détermine le rapport du nombre d'Autochtones au nombre total d'employés de l'entreprise aux fins de la détermination de l'admissibilité au Programme.
- iv Les propriétaires autochtones et les employés autochtones à plein temps doivent être prêts à prouver leur statut. L'Attestation propriétaire-employé, à remplir par chaque propriétaire autochtone et chaque employé à plein temps autochtone, comprend une déclaration de satisfaction aux critères d'admissibilité et une déclaration de véracité et d'intégralité de l'information. Cette attestation inclut également un consentement à la vérification de l'information présentée.

5. Contrats de sous-traitance

- a) La justification du pourcentage des travaux effectués par les sous-traitants peut se faire au moyen des contrats conclus entre l'entrepreneur et les sous-traitants, des factures et des paiements par chèque.
- b) Les pièces à produire pour prouver qu'un sous-traitant est une entreprise autochtone (lorsque cela est nécessaire pour respecter la teneur autochtone minimum du contrat) sont les mêmes que celles que doit présenter l'entrepreneur principal pour prouver qu'il représente une entreprise autochtone.

6. Définition d'un Autochtone aux fins du programme de marchés réservés aux entreprises autochtones?

- a) Un Autochtone est un Indien, un Métis ou un Inuit qui réside ordinairement au Canada.
- b) Les pièces à produire comme preuve du statut d'Autochtone sont notamment les suivantes :

- i. inscription comme Indien du Canada;
- ii. appartenance à un groupe affilié au Metis National Council ou au Congrès des peuples autochtones, ou à toute autre organisation autochtone reconnue au Canada;
- iii. acceptation à titre d'Autochtone par une collectivité autochtone établie au Canada;
- iv. inscription ou droit à l'inscription au titre d'une entente de règlement d'une revendication territoriale globale;
- v. appartenance ou droit d'appartenance à un groupe visé par des revendications territoriales globales acceptées;
- vi. comme preuve de résidence au Canada, on peut produire un permis de conduire provincial ou territorial, un bail ou tout autre document pertinent.

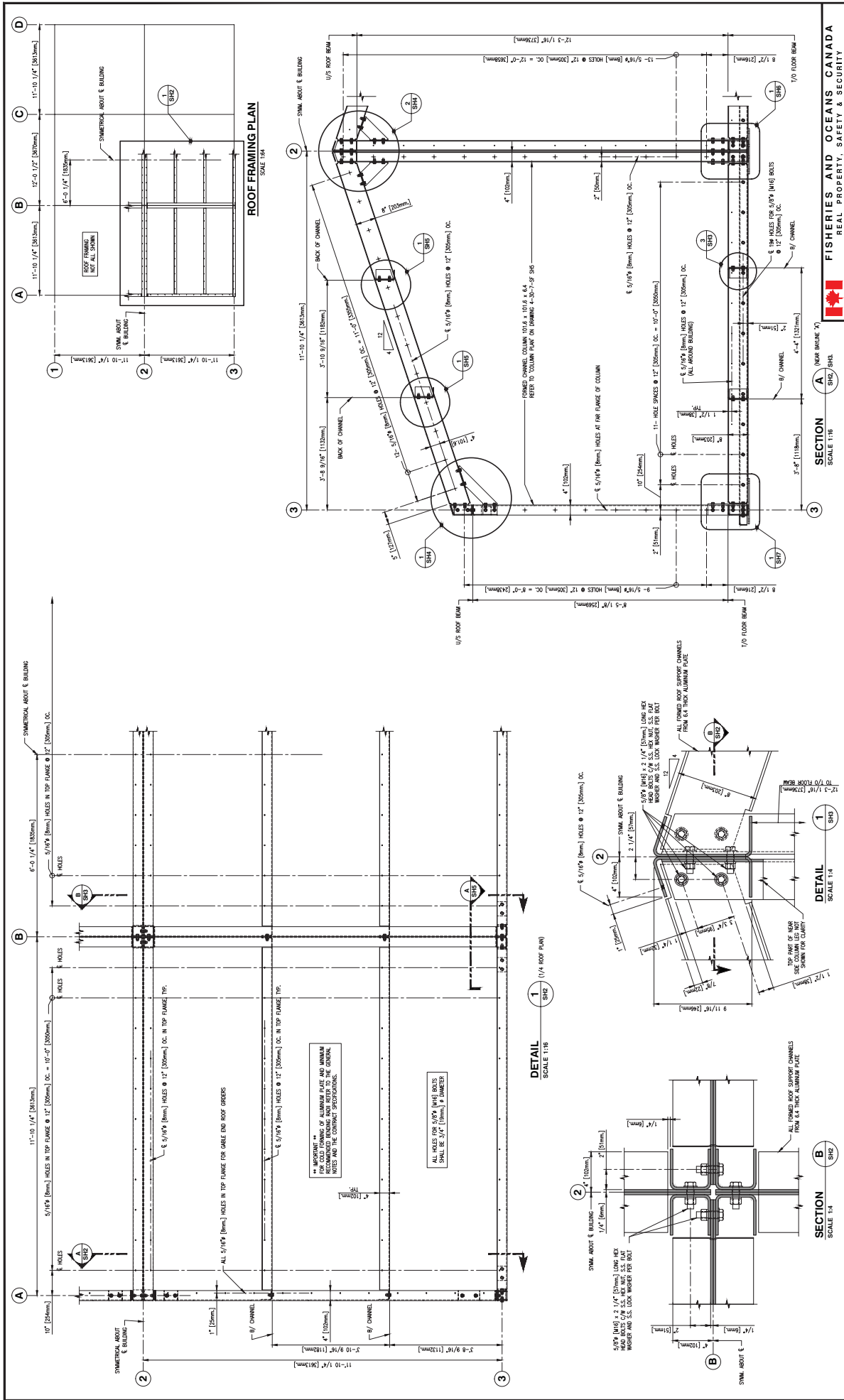
Appendice A Programme de marchés réservés aux entreprises autochtones

(Extrait de l'annexe A de l'avis sur la Politique sur les marchés 1996-6 du Conseil du Trésor)

Les facteurs pouvant servir à déterminer si les Autochtones détiennent au moins 51 p. 100 des intérêts et du contrôle de l'entreprise autochtone sont les suivants :

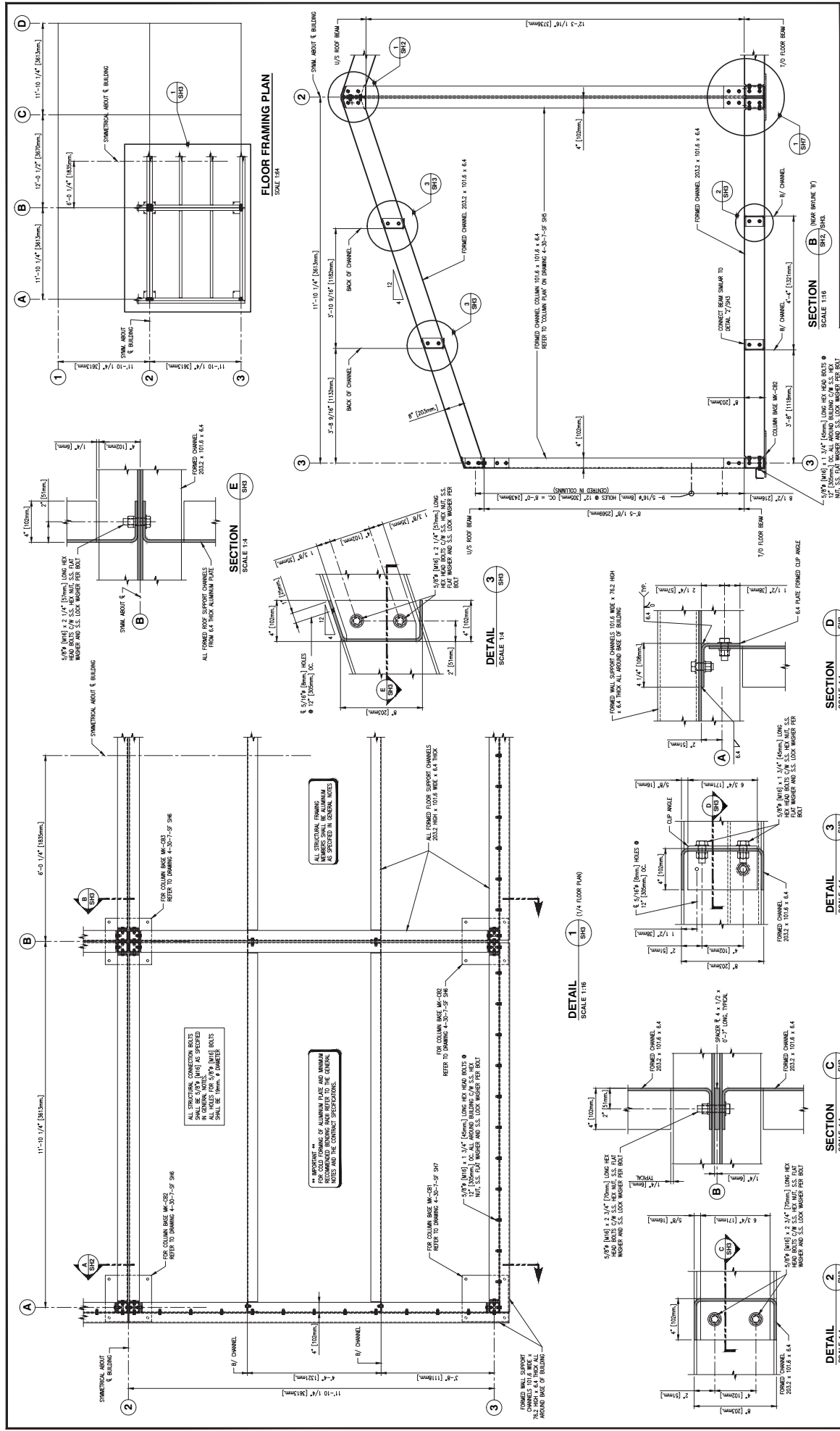
- a) comptes du capital social et de capitaux propres, c.-à-d. : actions privilégiées, valeurs convertibles, catégories d'actions ordinaires, bons de souscription d'actions, options;
- b) politique sur les dividendes et paiement de dividendes;
- c) options sur actions aux employés;
- d) traitement différent des transactions sur titres de capital pour les sociétés de personnes, les coentreprises, les organisations communautaires, les coopératives, etc.;
- e) examen des actes constitutifs, tels que la charte de l'entreprise, le contrat de société de personnes, la structure financière;
- f) concentration de la propriété ou du contrôle de gestion chez les associés, les actionnaires, les cadres et les administrateurs selon la définition des fonctions;
- g) principales fonctions et employeur des cadres et des administrateurs en vue de déterminer qui ils représentent, c.-à-d. la banque, une propriété dévolue, etc.;
- h) procès-verbaux des réunions du conseil et des réunions des actionnaires faisant état d'importantes décisions touchant les opérations et la direction;
- i) registres salariaux des cadres et des employés pour faire le lien entre les responsabilités et les postes;
- j) nature de l'entreprise par comparaison avec le type de marché en voie de négociation;
- k) pratiques de gestion de la trésorerie, telles qu'en témoignent le versement de dividendes et les arriérés de dividendes privilégiés;
- l) déclarations de revenus permettant de préciser la propriété et les antécédents de l'entreprise;

- m) évaluation du fonds commercial et de l'actif en vue d'examiner et de déterminer la juste valeur marchande des éléments incorporels;
- n) contrats avec les propriétaires, les cadres et les employés, jugés justes et raisonnables;
- o) pouvoirs des actionnaires, notamment pour la nomination des cadres, des administrateurs, des vérificateurs;
- p) accords de fiducie conclus entre les parties pour influencer les décisions touchant la propriété et le contrôle;
- q) société de personnes - affectation et répartition du revenu brut, comme en témoignent, par exemple, les réserves pour salaires, l'intérêt sur le capital et les ratios de répartition;
- r) procédures judiciaires concernant la propriété;
- s) prix de transfert de la part de la coentreprise non autochtone;
- t) paiement de frais de gestion ou d'administration;
- u) garanties faites par l'entreprise autochtone;
- v) conventions accessoires.

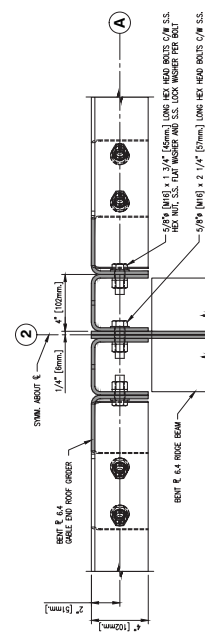
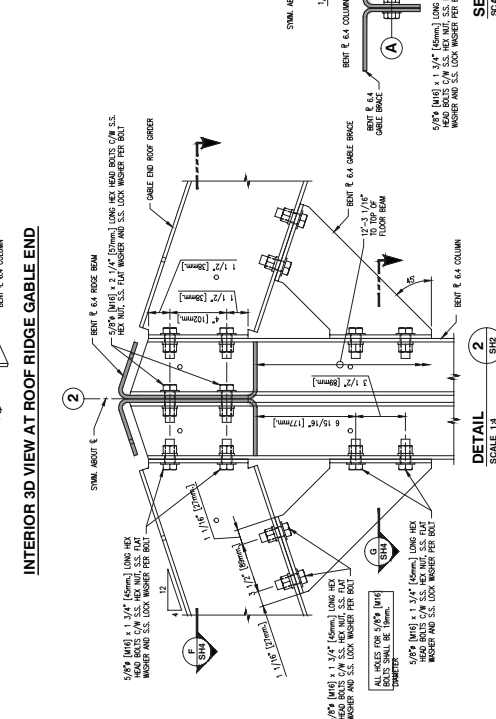
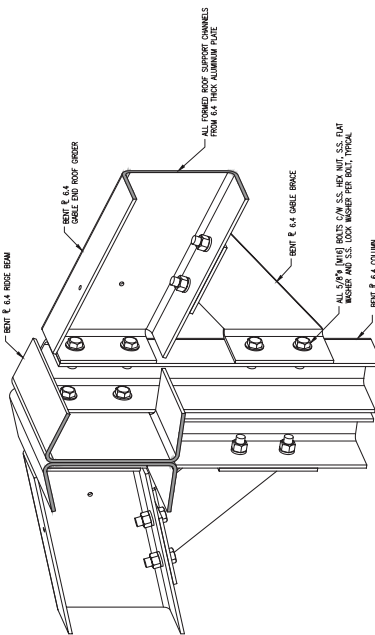
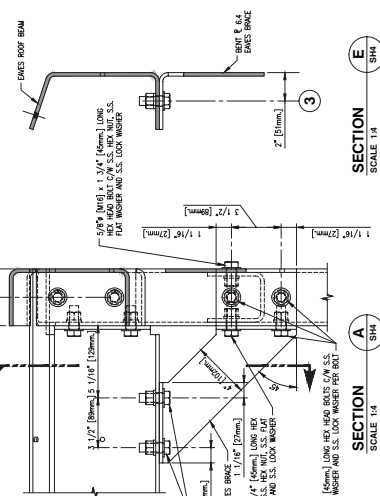
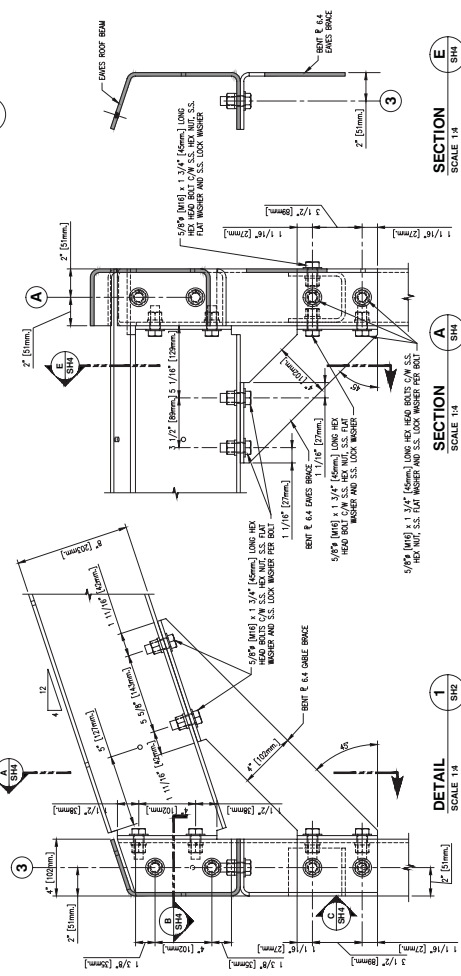
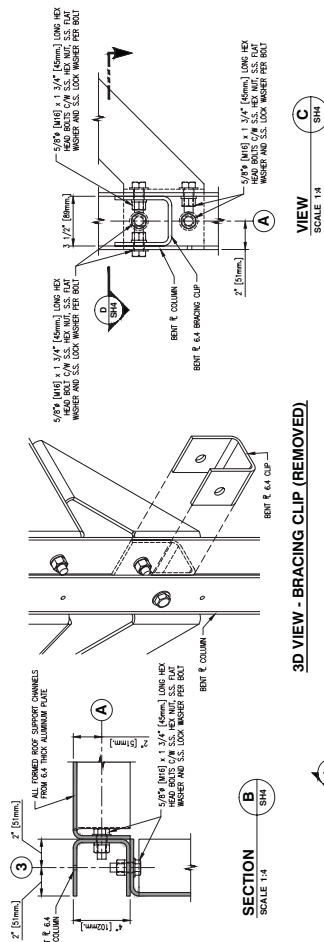
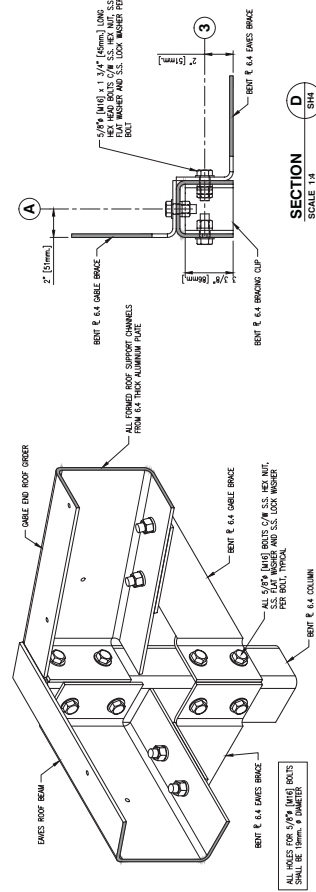


FOR TENDER ONLY.
NOT FOR CONSTRUCTION.

<p>1. FOR GENERAL NOTES AND LEGEND REFER TO DRAWING 4-30-7-SF-001.</p>		<p>FOR TENDER ONLY. NOT FOR CONSTRUCTION.</p>		<p>NOTES</p>		<p>DRAWING REFERENCES</p>		<p>DWG. NO.</p>	
<p>SCALE AS NOTED</p>		<p>PREFABRICATED BUILDING STRUCTURAL ALUMINUM FRAME MODEL 24X36-S1 ROOF FRAMING PLAN, CROSS SECTION AND ROOF FRAMING DETAILS</p>		<p>SECOND DRAWING / d.k. C. Reichardt CHECKED</p>		<p>RECOMMENDED APPROVED</p>		<p>DWG. NUMBER JULY 5, 2013 SHEET 2 OF 8 4-30-7-SF-001 REVISION D</p>	

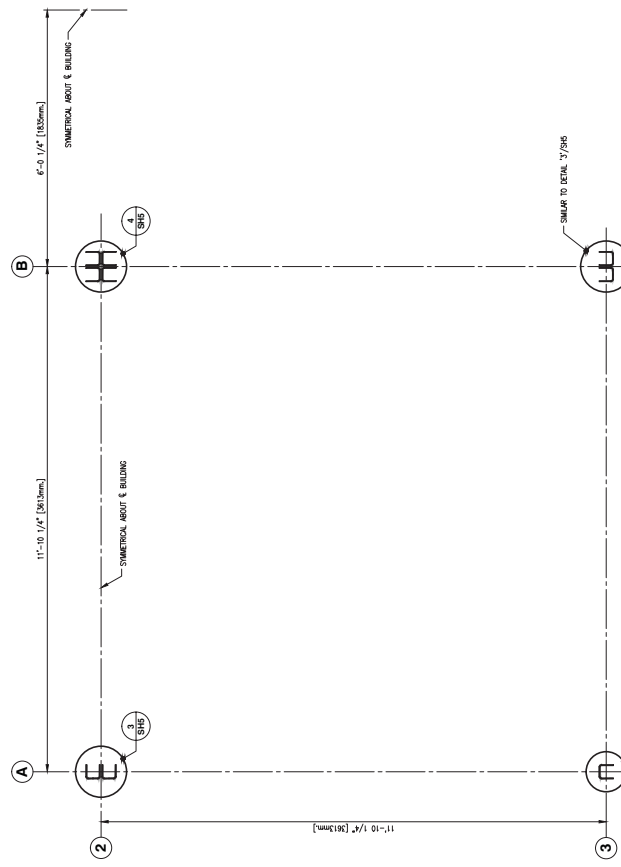


FOR TENDER ONLY.
NOT FOR CONSTRUCTION.

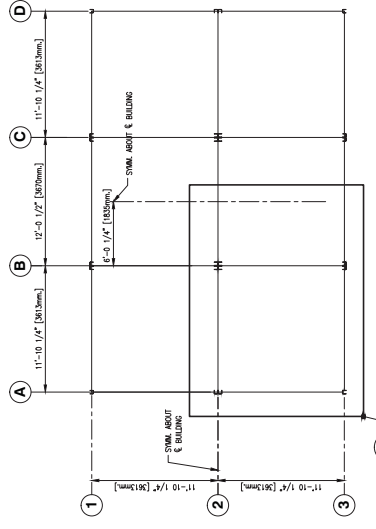


FOR TENDER ONLY.
NOT FOR CONSTRUCTION.

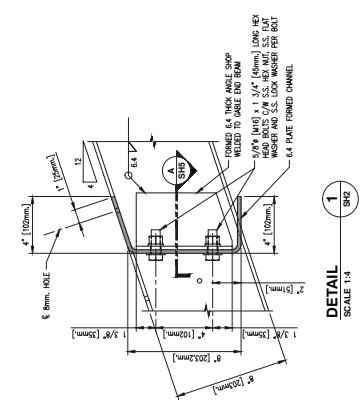
**** IMPORTANT ****
FOR COLD FORMING OF ALUMINUM PLATE AND
MINIMUM RECOMMENDED BENDING RADII REFER TO THE
GENERAL NOTES AND THE CONTRACT SPECIFICATIONS.



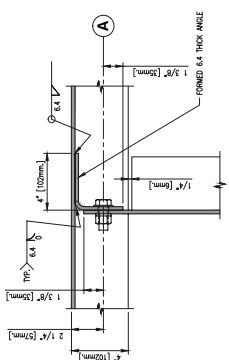
DETAIL
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)



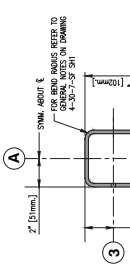
COLUMN PLAN
SCALE 1/4"



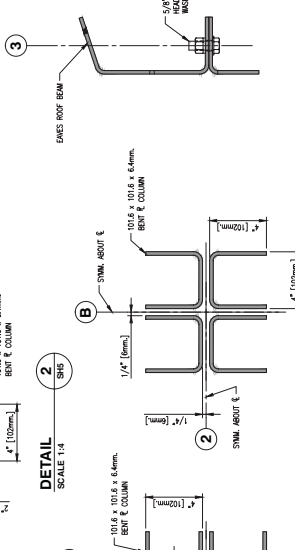
DETAIL
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)



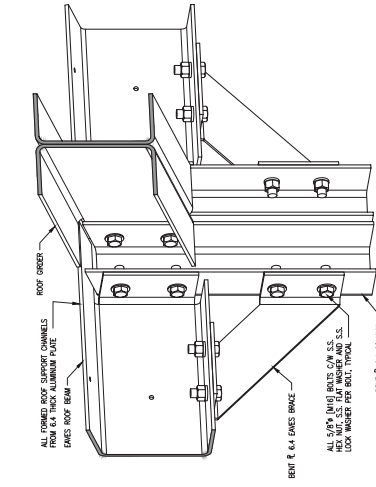
SECTION
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)



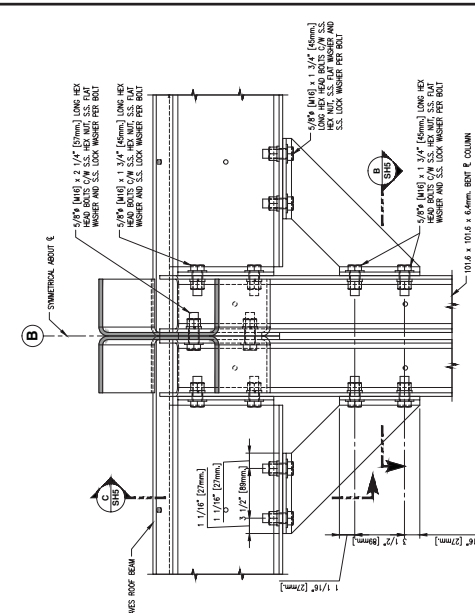
DETAIL
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)



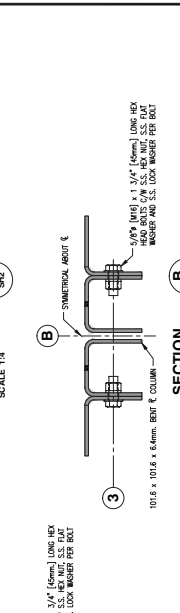
SECTION
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)



INTERIOR 3D VIEW AT ROOF EAVES



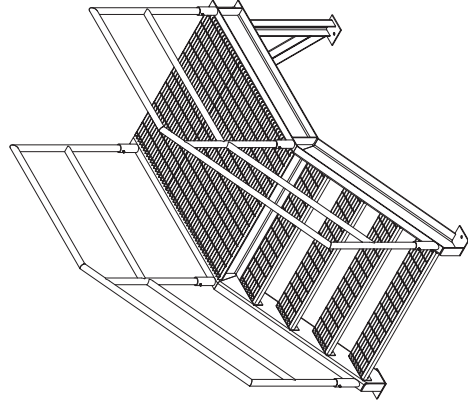
SECTION
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)



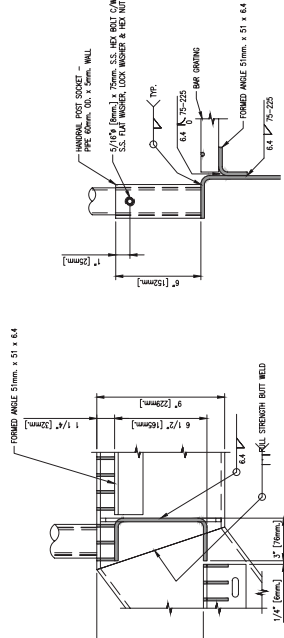
SECTION
SCALE 1/4" = 1'-0" (304.8mm)

		FISHRIES AND OCEANS CANADA REAL PROPERTY, SAFETY & SECURITY	
DWG. NO.		DRAWING REFERENCES	
NOTES		REVISIONS	
1. FOR GENERAL NOTES AND LEGEND REFER TO DRAWING 4-30-7-SF SHL.		NO. DATE	
** IMPROVISED ** FOR COLD FORMING OF ALUMINUM PLATE AND CHANNELS REFER TO THE CONTRACT SPECIFICATIONS GENERAL NOTES AND THE CONTRACT SPECIFICATIONS		USED ONLY FOR ENGINEERING PURPOSES, NOT FOR CONSTRUCTION	
FOR TENDER ONLY. NOT FOR CONSTRUCTION.		APPROVED DATE	
PREPARED BY ALL A.S./S.A.		CHECKED BY ALL A.S./S.A.	
DRAWN BY ALL A.S./S.A.		RECOMMENDED BY ALL A.S./S.A.	
SCALE		AS NOTED	
DATE		JULY 5, 2013	
DWG. NUMBER		4-30-7-SF	
SHEET		8	
REVISION		D	

PREFABRICATED BUILDING
STRUCTURAL ALUMINUM FRAME
MODEL 24X36-S1
COLUMN PLAN, KNEE BRACING
AND ROOF BEAM CONNECTIONS
DETAILS



1000

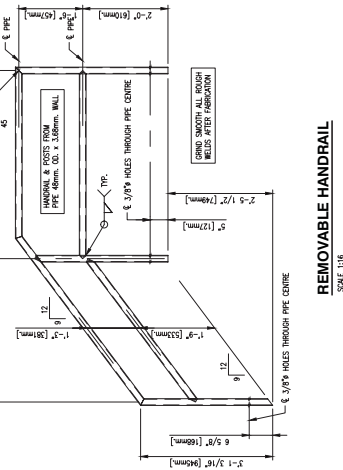


DETAIL
SCALE 1:4

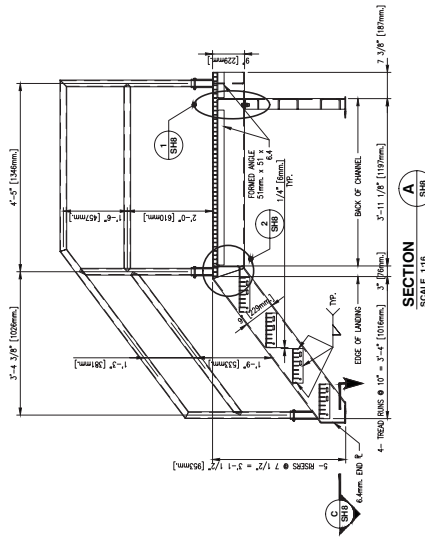
DETAIL
SCALE 1:4

3
SH8

(TYPICAL H.R. POST SOCKET)

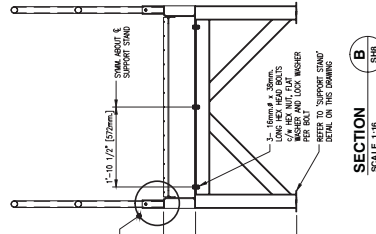


SCALE 1:16



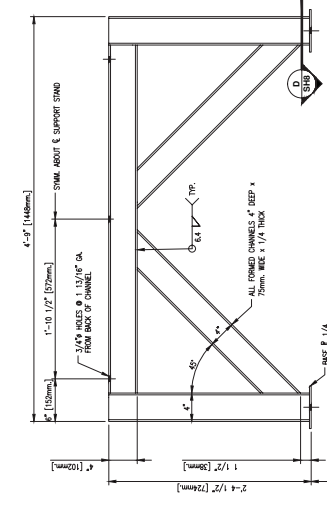
SECTION
SCALE 1:16

N

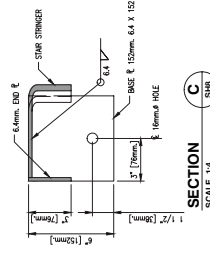


SECTION
SCALE 1:16

N

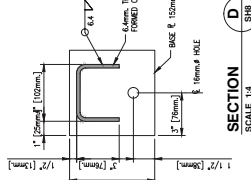


SUPPORT STAND



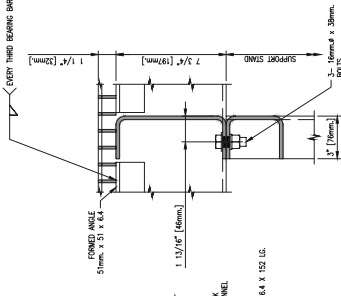
SECTION
SCALE 1/4"

10



ELDED
SCALE 1:16

MAKE TWO (2) WELDED ALUMINUM STAIRS



DETAIL
SCALE 1:4

DETAIL
SCALE 1:4

DETAIL
SCALE 1:4

3
SH8

(TYPICAL H.R. POST SOCKET)

 Canadian Coast Guard
Pacific Region
25 Huron Street
Vancouver, BC V6V 4V9

FISHERIES AND OCEANS CANADA
REAL PROPERTY, SAFETY & SECURITY

PREFABRICATED BUILDING STRUCTURAL ALUMINUM FRAME MODEL 24X36-S1 EXTERIOR STAIRS PLANS AND SECTIONS	SCALE	
	AS NOTED	
	DATE	JULY 5, 2013
	DWG. NUMBER	8
		4-30-7-SF

DESIGNED M.L./N.S./A.R.					
DRAWN					
C. Reichard					
CHECKED					
RECOMMENDED					
APPROVED					
APPROVED					

[illegible]

GENERAL NOTES

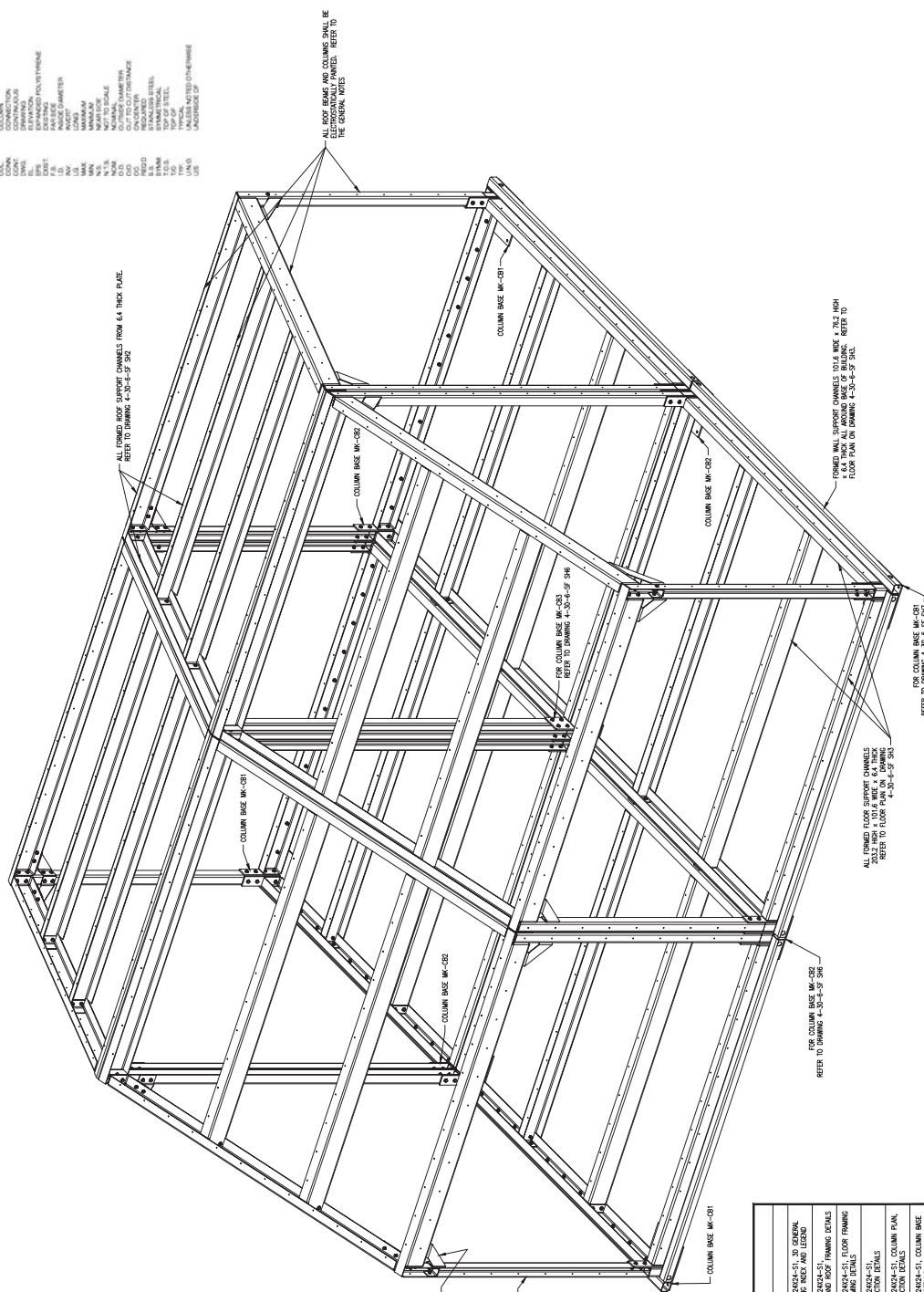
1. CONSTRUCTION AND DESIGN SHALL CONFORM TO NATIONAL BUILDING CODE OF CANADA (2010), PART 9.
2. SPAN UNIFORM LOAD $W_u = 10 \text{ kPa}$, $W_s = 1.57 \text{ kPa}$, $W_d = 0.8 \text{ kPa}$.
3. WIND LOAD, $Q(\text{PSF}) = 13.4 \text{ PSF}$, (0.6 kPa) ; $L/100$ MAXIMUM DEFLECTION, MAXIMUM SPAN 12 FT. (3.66m).
4. SEAMIC: $S_{MS} = 1.25 \text{ kPa}$, (0.6 kPa) ; $L/100$ MAXIMUM DEFLECTION, MAXIMUM SPAN 4'-4" (1.33m).

METALS AND FABRICATION

1. ALL METALS SHALL BE GALVANNEAL.
2. THE ENGINEER MAY INSPECT MATERIALS AND PRODUCTS EXCLUDING OWNER-SUPPLIED MATERIALS AT HIS DISCRETION IF ALL STAGES OF THEIR PRODUCTION ARE NOT KNOWN TO THE ENGINEER. THE ENGINEER'S INSPECTION DOES NOT PRECLUDE FUTURE REJECTION IF THE MATERIALS ARE FOUND TO BE DEFECTIVE OR INADEQUATE. THE ENGINEER'S INSPECTION CONFORMS TO THE REQUIREMENTS SPECIFIED.
3. ALUMINUM MANUFACTURING SOURCES AND CERTIFICATES SHALL BE SUBMITTED FOR REVIEW.
4. ALUMINUM SHALL CONFORM TO THE ALUMINUM ASSOCIATION SPECIFICATION "ALUMINUM STANDARDS AND DATA, 2002-2003".
5. THE FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
6. ALUMINUM WELDING TO CSA W59-M-01 (MIG) BY FIBERLESS.
7. FABRICATION PROCESSES AND TECHNIQUES SHALL FOLLOW THOSE OF STEEL AS IN CSA STANDARD CAN-310-14.
8. FORMING OF ALUMINUM SHALL BE COMPLETED AT ROOM TEMPERATURE.
9. ALUMINUM SHALL BE CUT BY SHEAR OR BY SAWING. CUTS SHALL BE MADE AT AN ANGLE OF 45 DEGREES TO THE SURFACE. CUTS SHALL BE MADE OUT AND CUT BY PLATE SHEAR AND THEN BENT INTO FINAL SHAPE.
10. ALL ALUMINUM PLATE 6mm OR LESS IN THICKNESS SHALL HAVE A MINIMUM PERMISSIBLE GAGE WILL ALSO VARY WITH THE MATERIAL THICKNESS. THE BENDS IS THE MINIMUM RECOMMENDED FOR THE BENDS. THE BENDS IS THE MINIMUM RECOMMENDED FOR THE BENDS. THE BENDS IS THE MINIMUM RECOMMENDED FOR THE BENDS.
11. THE FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
12. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
13. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
14. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
15. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
16. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
17. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
18. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
19. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
20. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.
21. FABRICATOR SHALL BE RESPONSIBLE FOR THE PROTECTION OF THE ORIGINAL CONDITION OF PHYSICAL PROPERTIES ARE NOT ACCEPTABLE.

LEGEND (NOT ALL SYMBOLS USED)

1. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
2. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
3. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
4. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
5. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
6. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
7. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
8. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
9. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
10. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
11. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
12. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
13. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
14. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
15. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
16. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
17. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
18. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
19. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
20. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.
21. ALL FORMED ROOF SUPPORT CHANNELS SHALL BE 64 THICK PLATE.



3D VIEW - PARALLEL PROJECTION

SCALE: NONE

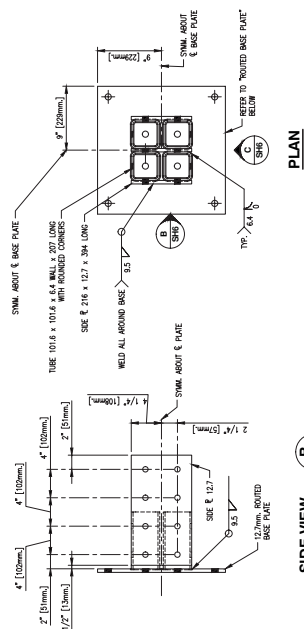
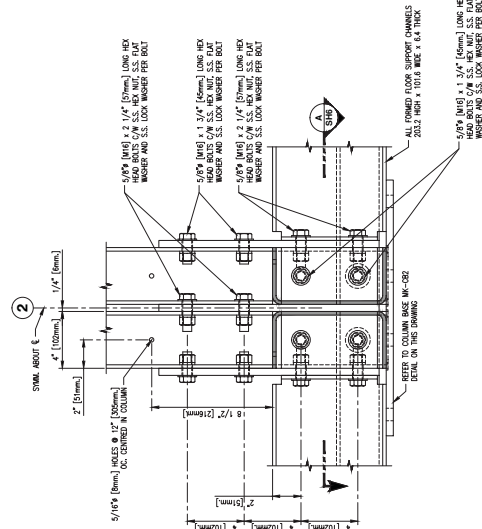
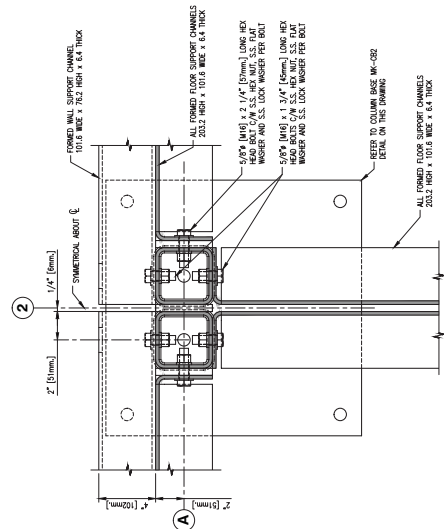
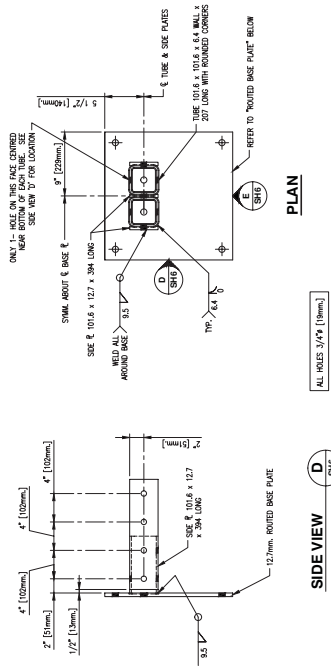
DWG. / SHEET	DESCRIPTION
4-30-6-5F SH1	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH2	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH3	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH4	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH5	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH6	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH7	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND
4-30-6-5F SH8	STRUCTURAL ALUMINUM FRAME, MODEL 24X24-S1, 3D GENERAL ARRANGEMENT, GENERAL NOTES, DRAWING INDEX AND LEGEND

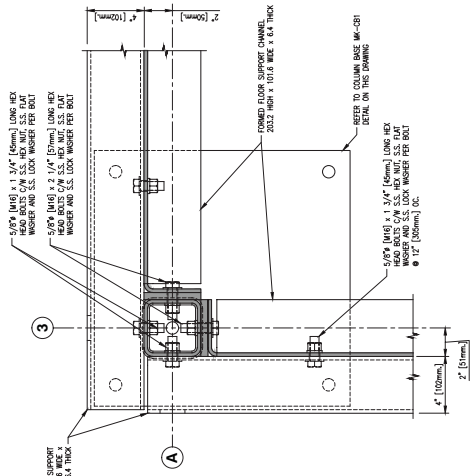
FOR TENDER ONLY.
NOT FOR CONSTRUCTION.

SCALE	NAME
DATE	DATE
DWG. NUMBER	DWG. NUMBER
4-30-6-SF	4-30-6-SF
REVISION	REVISION
1	1

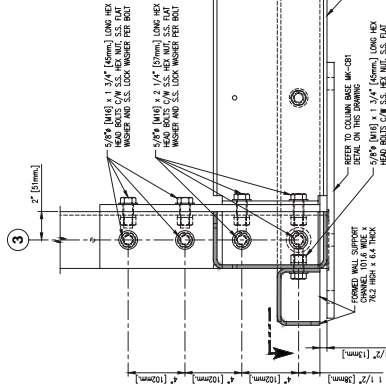
REVISIONS	NO.	DATE	REVISIONS
1	1	1	1

DWG. NO.	DRAWING REFERENCES	NOTES
1	1	1

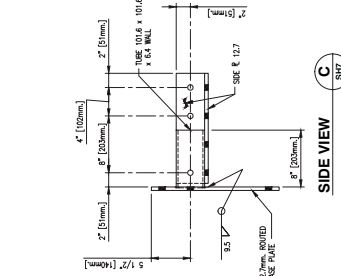




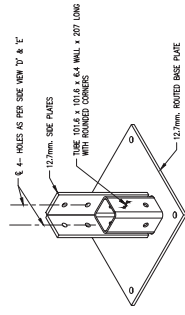
SECTION
SCALE 1:4



DETAIL
SCALE 1:4



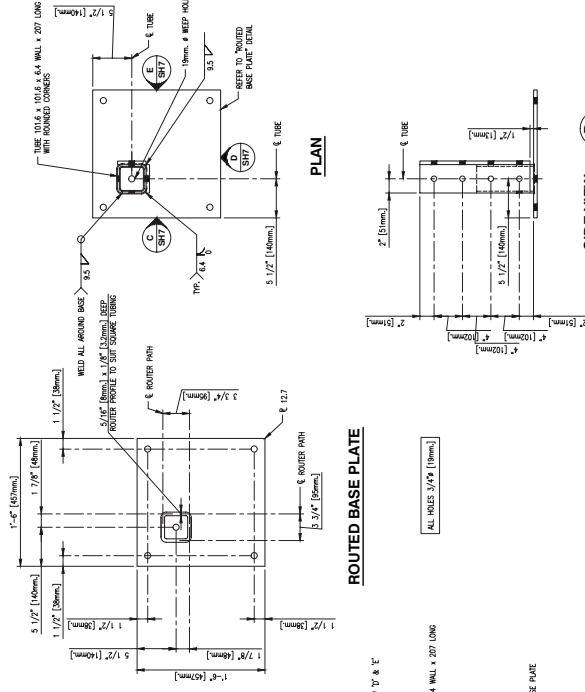
SIDE VIEW



3D VIEW

MAKE FOUR (4) COLUMN BASES MK-CB1

SCALE 1-8

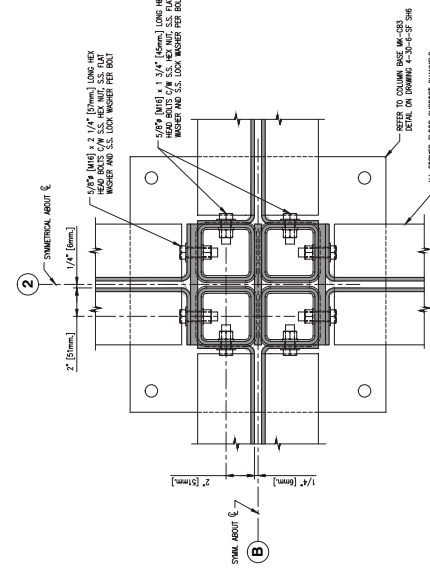


ROUTED BASE PLATE

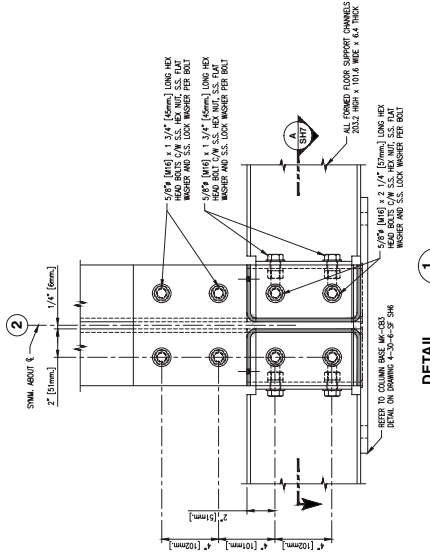


SIDE VIEW

SIDE VIEW

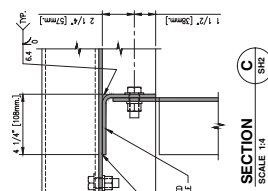
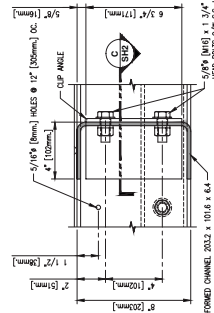
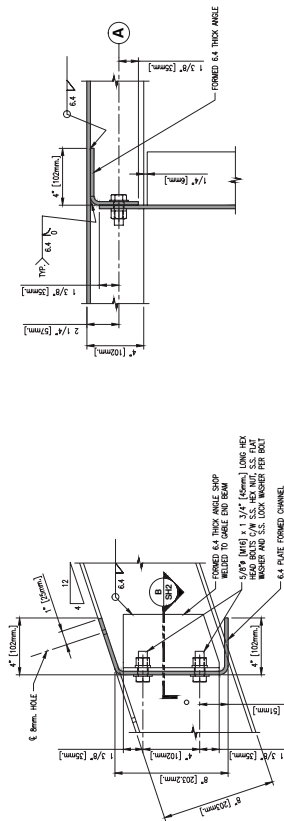
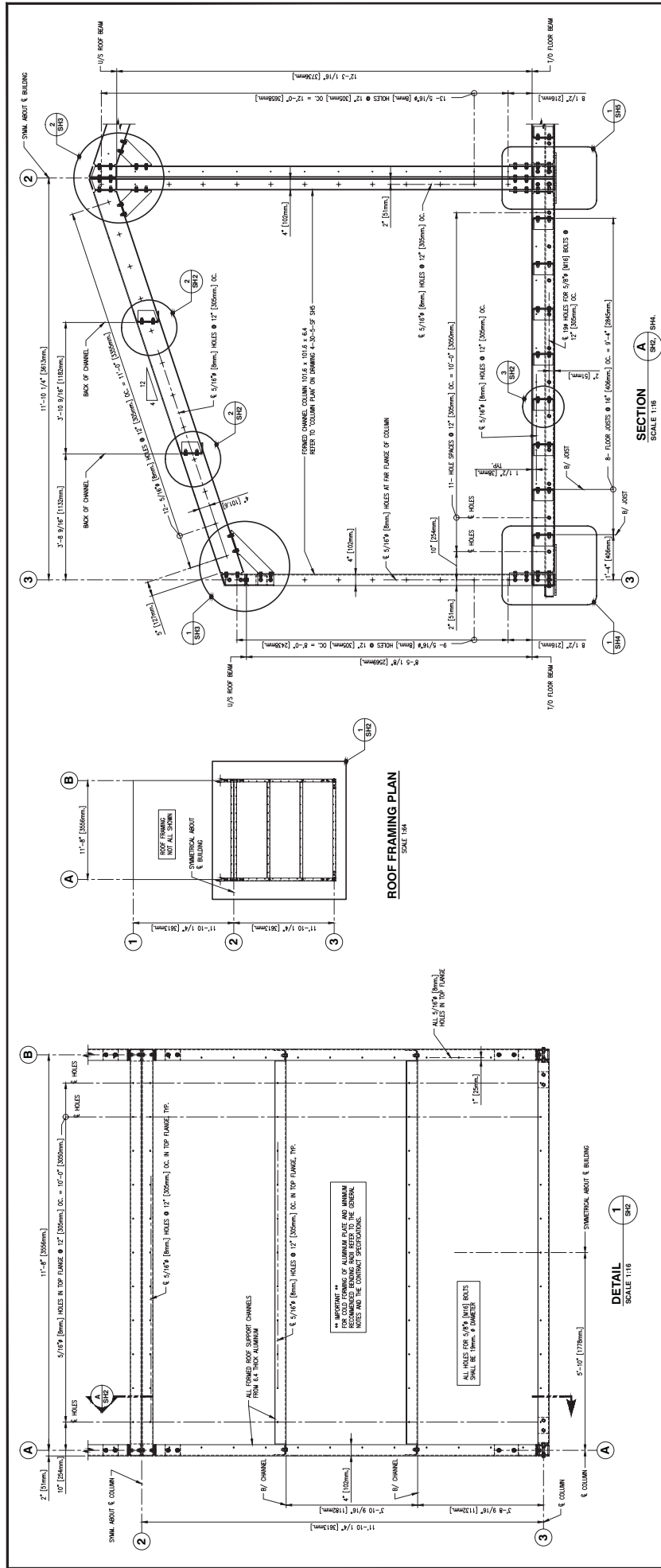


SECTION
SCALE 1:4
A
SH7



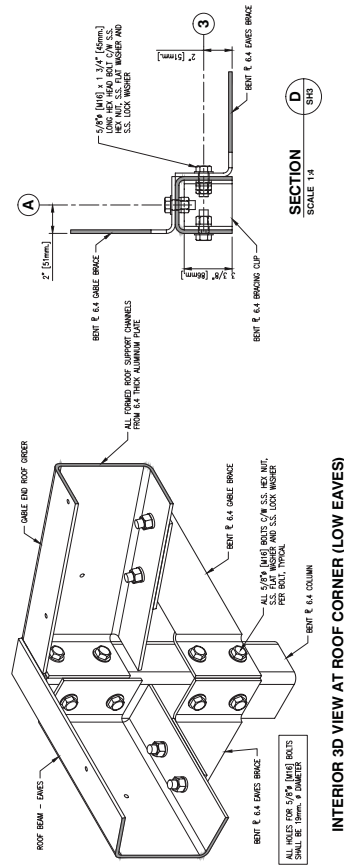
DETAIL
SCALE 1:4

[illegible]

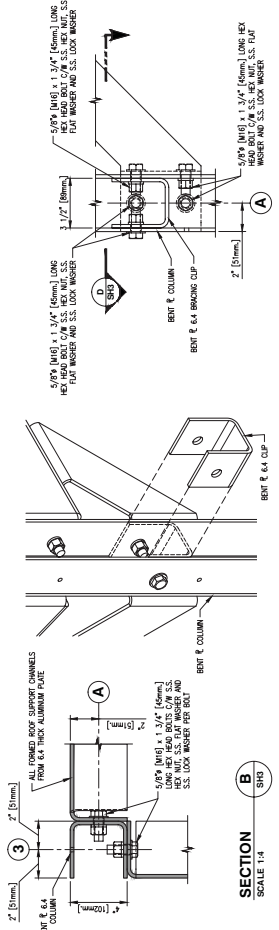


FOR TENDER ONLY.
NOT FOR CONSTRUCTION.

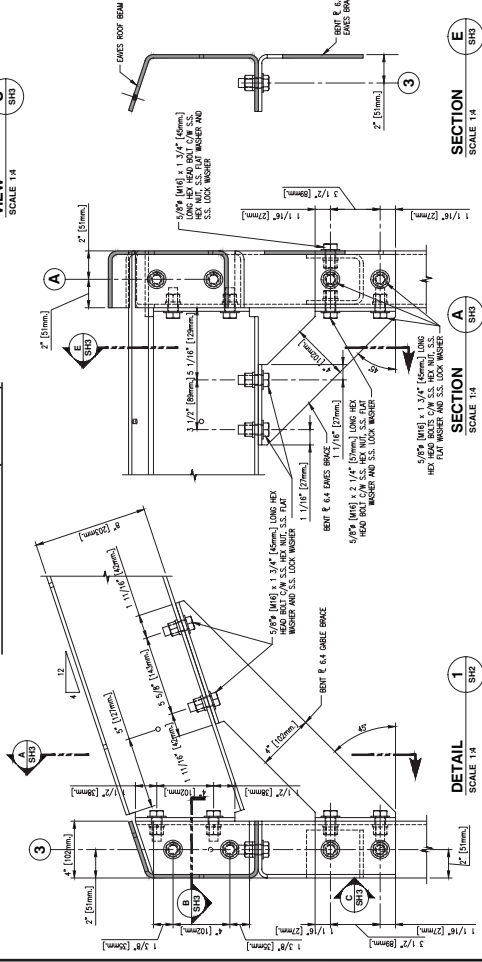
1. FOR GENERAL NOTES AND LEGEND REFER TO DRAWING 4-30-5-SP SHEET.		<div>FOR TENDER ONLY. NOT FOR CONSTRUCTION.</div>		<div>DESIGNED M.A./L./D.R. C. Reichardt</div> <div>CHECKED</div>		<div>AS NOTED</div> <div>DATE JULY 5, 2013</div>		SCALE			
				<div>RECOMMENDED</div> <div>APPROVED</div>		<div>DATE</div> <div>DATE</div>					
DWG. NO.	DRAWING REFERENCES	NOTES		<div>APPROVED</div> <div>NO.</div> <div>DATE</div>	<div>ISSUED ONLY FOR TENDERING PURPOSES, NOT FOR CONSTRUCTION.</div>		<div>REVISIONS</div> <div>NO.</div> <div>DATE</div>		REVISION		
								4-30-5-SF		D	
								27		A	
								SHEET		D	
								NO. 12		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27		A	
								27			



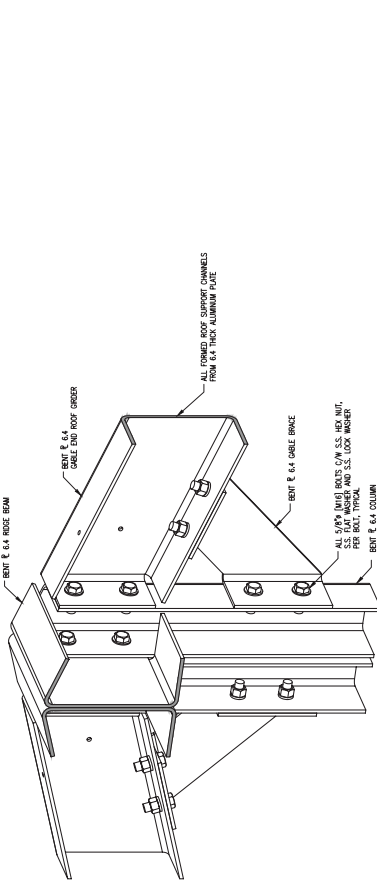
INTERIOR 3D VIEW AT ROOF CORNER (LOW EAVES)



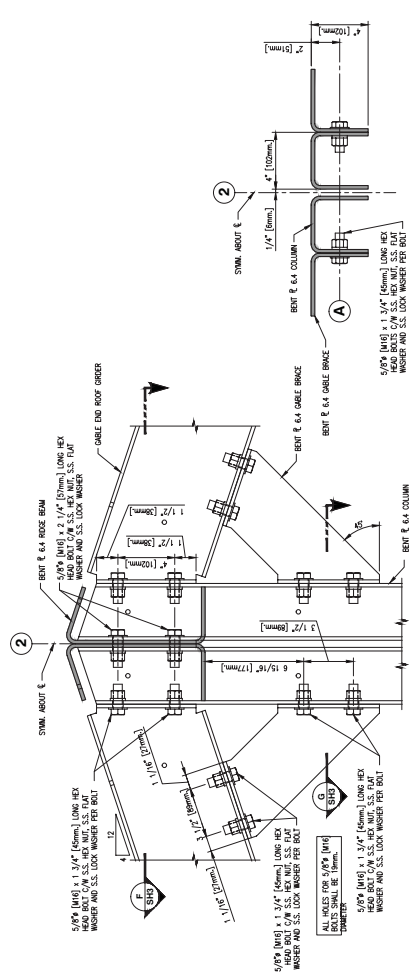
3D VIEW - BRACING CLIP (REMOVED)



FOR TENDER ONLY. NOT FOR CONSTRUCTION.

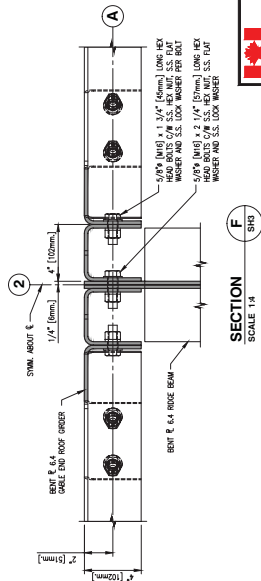


INTERIOR 3D VIEW AT ROOF RIDGE GABLE END



SECTION 2

SECTION 3



SECTION 4

<p>FOR GENERAL NOTES AND LEGEND REFER TO DRAWING 4-30-4-SF SH.</p> <p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
---	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>SCALE</p> <p>AS NOTED</p> <p>DATE</p> <p>DWG. NUMBER</p> <p>4-30-5-SF</p> <p>REVISION</p> <p>D</p>	<p>SCALE</p> <p>AS NOTED</p> <p>DATE</p> <p>DWG. NUMBER</p> <p>4-30-5-SF</p> <p>REVISION</p> <p>D</p>	<p>SCALE</p> <p>AS NOTED</p> <p>DATE</p> <p>DWG. NUMBER</p> <p>4-30-5-SF</p> <p>REVISION</p> <p>D</p>	<p>SCALE</p> <p>AS NOTED</p> <p>DATE</p> <p>DWG. NUMBER</p> <p>4-30-5-SF</p> <p>REVISION</p> <p>D</p>	<p>SCALE</p> <p>AS NOTED</p> <p>DATE</p> <p>DWG. NUMBER</p> <p>4-30-5-SF</p> <p>REVISION</p> <p>D</p>
---	---	---	---	---

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>	<p>REVISIONS</p> <p>NO. DATE</p>
----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------	----------------------------------

